

Négocier un vrai Traité de l'Europe Sociale

« Votez Oui à Maastricht et on se remettra au travail tout de suite sur l'Europe sociale » affirmait Jacques Delors quelques jours avant le référendum sur Maastricht en 1992. Il reconnaissait que le Traité était très insuffisant en matière sociale mais demandait aux citoyens de ne pas casser la dynamique européenne. Le Oui était passé de justesse.

Vingt ans plus tard, alors que la crise sociale s'aggrave dans tous nos pays, les Traités européens sont de nouveau en discussion. Les peuples ne peuvent plus se contenter de promesses. Il faut passer aux actes.

Réguler nos échanges avec la Chine est une question fondamentale, mais comment éviter que notre production industrielle soit délocalisée au sein même de l'Europe ?

La France doit-elle s'aligner sur le moins-disant fiscal et social tchèque (c'est la direction que prend Nicolas Sarkozy quand il annonce qu'on supprime la taxe professionnelle) ou faut-il agir, au contraire, pour que l'ensemble des pays membres renoncent à des stratégies de dumping et retrouvent, ensemble, la voie du progrès social ?

Pour éviter que les pays d'Europe soient tentés les uns après les autres d'imiter et d'amplifier ce dumping, il faut profiter des négociations en cours pour imposer un vrai Traité social européen, avec des critères de convergence sociaux, qui oblige les 27 états membres à converger «vers en haut» en matière sociale comme ils ont su converger vers en haut en matière économique grâce aux critères de Maastricht.

Si, depuis des années, nous sommes nombreux à militer pour l'adoption d'un vrai Traité de l'Europe sociale, c'est pour trois raisons au moins :

1 → des raisons sociales, évidemment. Comment se résigner à de tels niveaux d'injustice ? Comment accepter qu'on laisse autant d'hommes, de femmes et d'enfants sur le bas côté ? Pas besoin d'insister; vous partagez sans doute la même volonté de lutter contre l'injustice.

2 → des raisons politiques. En ne se donnant pas les moyens de devenir une force politique, diplomatique et militaire, l'Europe participe à la déshumanisation du monde : en 1993, les signataires des accords d'Oslo demandaient à l'Europe de les aider à construire la Paix entre Israël et la Palestine... Presque vingt ans plus tard, il n'y a toujours pas d'Europe politique, toujours pas de force européenne d'interposition.

Il est temps de réagir et de faire naître une Europe politique, disposant d'une vraie diplomatie et d'une vraie ar-

mée. Oui, il y a urgence à faire naître une Europe puissante, capable de tirer richesse de sa diversité. Mais il n'y aura pas d'Europe forte sans soutien des opinions publiques : pas d'Europe politique sans Europe sociale.

Dans de nombreux pays, **les citoyens n'accepteront aucune évolution vers une Europe politique si la question sociale est toujours remise à plus tard**. Il n'y aura pas de progrès institutionnel (une diplomatie européenne, une défense européenne) si l'Europe oblige ses Etats membres à mettre en place des plans de rigueur et n'est pas capable de répondre mieux aux attentes de la vie quotidienne des citoyens.

3 → des raisons économiques enfin. Si nous voulons un Traité de convergence sociale c'est aussi parce que, comme le disait Ford au siècle dernier, «en période de crise, chacun voudrait baisser les salaires et baisser la protection sociale, mais cette baisse des salaires aggrave la crise ! Il faut donc nous donner des règles collectives pour éviter que le dumping de l'un oblige tous les autres à un dumping équivalent.» Surtout quand ce dumping est inutile parce que, globalement, la balance commerciale de l'Europe est équilibrée !

C'est quand tous ont un vrai travail, un vrai salaire et une bonne protection sociale que l'économie fonctionne de la façon la plus solide. Voilà pourquoi il nous paraît urgent - vraiment urgent - de doter l'Europe d'un vrai traité social.

Le traité de Maastricht comportait cinq critères (déficit inférieur à 3 %, dette inférieure à 60 %...). De même, nous proposons 5 objectifs pour l'Europe sociale :

* un emploi pour tous : un taux de chômage inférieur à 5 % ;

* une société solidaire : un taux de pauvreté inférieur à 5 % ;

* un toit pour chacun : un taux de mal-logés inférieur à 3 % ;

* l'égalité des chances : un taux d'illettrisme à l'âge de 10 ans inférieur à 3 % ;

* une réelle solidarité avec le Sud : une aide publique au développement supérieure à 1 % du PIB.

Nous avons su vaincre l'inflation (en quelques années, elle est passée de 14% à 2%). Pourquoi ne pas nous attaquer avec autant de force au chômage, à la pauvreté ou au mal logement ? Des sanctions doivent être prévues pour les Etats qui ne respecteraient pas ces critères sociaux d'ici 10 ans. Le traité doit comporter également des garanties fortes en matière de financement des systèmes de sécurité sociale et des services publics.

Le Traité doit obliger le Président de la Banque centrale à dialoguer avec les élus (comme c'est le cas aux Etats-Unis). Il doit permettre le financement du budget européen par un impôt européen. Le Traité reconnaît le principe d'intérêt général et l'utilité des services publics.

Il charge le Parlement européen d'élaborer d'ici deux ans une vraie Charte du développement durable qui obligera l'Europe à modifier sa politique énergétique et ses positions en matière de politique commerciale.

Dans un marché unique, aucun pays ne peut progresser durablement en matière sociale si les autres régressent. **La France ne pourra pas garder longtemps un haut niveau de protection sociale si tous nos voisins y renoncent progressivement.** Si, en Italie, en Autriche ou en Espagne, des millions de retraités pauvres viennent rejoindre les rangs des salariés pauvres, il est illusoire de penser que nous pourrions, seuls, conserver un haut niveau de cotisation et de protection sociale. Voilà pourquoi il faut créer un « carcan positif » obligeant tous les pays à converger vers le haut, au lieu de se résigner à détruire progressivement toutes les protections sociales construites depuis un demi-siècle.

Non seulement l'Europe doit être un bouclier protecteur, mais elle doit inciter chaque pays à améliorer son système social en allant voir chez le voisin ce qu'il y a de mieux.

En 2004, dès que notre projet de Traité de l'Europe sociale a été rendu public, il a reçu le soutien d'un grand nombre de personnalités¹ : aussi bien Stéphane Hessel ou Jacques Delors que José Bové, Bronislaw Geremek (ancien ministre polonais), Enrique Baron Crespo (président du groupe socialiste au Parlement européen), Jean Daniel du Nouvel Observateur, Susan George d'Attac, Bruno Trentin (président du plus grand syndicat italien), René Passet (économiste), Timothy Radcliffe (ancien Supérieur général de l'ordre des Dominicains), l'abbé Pierre, Philippe Guglielmi (ancien Grand Maître des franc-maçons du Grand Orient), Jean-Maurice Dehousse (ancien Ministre-président de la Wallonie), Robert Goebbels (ancien Ministre de l'économie luxembourgeois), Jean-Jacques Viseur (ancien Ministre des finances belge), Gérard Pelletier (Président de l'Association des Maires Ruraux de France), Claudy Lebreton (Président de l'Assemblée des Départements de France), Alain Rousset (Président de l'Association des Régions de France), le Mouvement National des Chômeurs et précaires (MNCP), quelques 250 parlementaires et des milliers de citoyens issus de neuf pays de l'Union.

Pour soutenir notre initiative et demander à la Convention Giscard qui rédigeait la Constitution européenne d'en tenir compte, le Président de la Commission, Romano Prodi, avait reçu une délégation des premiers signataires.



Devant tous les journalistes présents au siège de la Commission européenne, Romano Prodi souligna avec force l'importance et la crédibilité de notre démarche : « Ce sont des critères tout à fait réalistes. Ce sont des objectifs tout à fait atteignables. C'est une question de volonté politique. J'en suis persuadé : c'est seulement une question de volonté politique. » Hélas, Valéry Giscard d'Estaing qui présidait les travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe, refusa d'intégrer un projet de Traité social.

Après le Non au référendum français en mai 2005, l'idée de compléter les traités avec un protocole social s'était progressivement imposée chez les dirigeants européens : «Le Non français n'est pas un rejet de l'Europe elle-même mais **un rejet de l'Europe néolibérale**, affirmait John Monks, le Secrétaire Général de la Confédération Européenne des Syndicats (C.E.S.) juste après le vote. Près de 80 % des ouvriers ont dit non. L'Europe n'est pas apparue comme une réponse au problème du chômage.»

Et le problème ne concerne pas que la France: «**Si les Allemands se prononçaient par référendum, je suis sûr qu'ils voteraient non**» affirmait Peter Altmaier, député CDU, «il faudrait que le modèle social soit clarifié.»

En mars 2007, à l'occasion des 50 ans du Traité de Rome, **Angela Merkel** réunissait à Berlin tous les Chefs d'Etat d'Europe et rappelait devant eux sa volonté d'ajouter un «protocole social» à la Constitution européenne.

Hélas, la France élit Nicolas Sarkozy.

Et le nouveau Président voulut clore très vite le dossier européen. Alors que tous nos partenaires européens auraient préféré se donner le temps de la réflexion et pensaient ne boucler la négociation d'un nouveau traité qu'en 2009, Nicolas Sarkozy exigea de conclure immédiatement. Sans prendre le temps du dialogue. Au risque de rater une occasion historique de rapprocher l'Europe des attentes des peuples et des nécessités économiques et sociales de l'époque.

1 Cf. la tribune de Stéphane Hessel, Michel Rocard et Pierre Larroutou dans Le Monde du 9 juin 2004.

Le 20 juin 2007, sur le perron de l'Élysée, Jacques Delors ne cachait pas ses réserves sur les projets européens du nouveau président :

Jacques Delors dit ses réserves sur le traité de l'UE.

Jacques Delors a redit à Nicolas Sarkozy ses préventions vis-à-vis du Traité constitutionnel.

«J'ai rappelé les points qui avaient déjà appelé de moi des réserves pour le projet de Constitution, même si je l'ai soutenu», a déclaré l'ancien président de la Commission européenne après un entretien avec le président français.

«Tout d'abord, **il faut un protocole social** afin de bien montrer qu'on concilie l'efficacité économique, la puissance européenne et la justice sociale vers le haut», a dit Jacques Delors. «Deuxièmement - je plaide pour ça depuis dix ans - il faut un rééquilibrage entre l'économie et la monnaie à l'intérieur de l'Union économique et monétaire. Ce sont deux points essentiels.»¹

En 2007, Nicolas Sarkozy n'a voulu écouter personne : ni les syndicats européens, ni Angela Merkel, ni Romano Prodi, ni Jacques Delors... La question du dumping social et fiscal intra-européen ne semblait pas du tout l'intéresser.

Deux ans plus tard, c'était devenu à ses yeux un sujet crucial : Pour « qu'une nouvelle usine ne parte pas en Tchéquie ou ailleurs », Nicolas Sarkozy annonçait qu'il supprimait la taxe professionnelle et privait les collectivités locales de 18 milliards de ressources. 18 milliards de perdus chaque année pour combien d'emplois (peut-être) sauvés ? 18 milliards, c'est très cher payé ! Et si les Tchèques diminuent encore leur niveau d'ambition sociale et donc leur fiscalité, allons-nous encore baisser les nôtres ?

Nicolas Sarkozy fait fausse route. Continuer à s'aligner sur le moins-disant serait catastrophique à tous points de vue. C'est au contraire en provoquant un sursaut et en renforçant les outils de coopération et de convergence «vers le haut» que nous sortirons de la crise.

En 2012, les traités européens sont de nouveaux en révision. Si nous voulons effectivement éviter les délocalisations vers la République tchèque, si nous voulons éviter que la baisse des salaires en Allemagne ne diminue l'activité de nos usines, c'est maintenant qu'il faut agir. La solution n'est pas d'imiter le dumping des uns et des autres mais, au contraire, comme le disait Ford, de «nous donner des règles collectives» qui obligeront tous les pays à converger vers un plus grand progrès social.

* * * * *

« Par défaut de volonté, par insuffisance d'être, par pleutrerie, par instinct de servitude, **l'Europe est en train de se résigner à n'être qu'un espace commercial régi par le libéralisme et, politiquement, un dominion des États-Unis.** »

Jacques Julliard - *Le Nouvel Observateur* - 9 janvier 2003

Jacques Julliard avait raison en 2003 de dénoncer la pleutrerie et le défaut de volonté de nos élites, mais, en 1989, ce ne sont pas les élites en place qui ont fait tomber le Mur. Si l'on avait attendu un accord entre dirigeants, le Mur serait encore en place. C'est le peuple qui l'a fait tomber. C'est au peuple, aujourd'hui, de dire quelle orientation nouvelle il veut donner à la construction européenne.



En 1989, le peuple a fait tomber le mur et la chute du mur a obligé les dirigeants européens à choisir très vite entre deux options : la dilution-éclatement ou le sursaut. Ils ont choisi le sursaut en lançant la marche vers la monnaie unique.

Aux États-Unis, c'est la crise de 1929 qui a permis un saut fédéral (création d'un impôt fédéral sur les bénéfices, législation sur les banques, New Deal, etc...). La crise actuelle doit être, pour l'Europe, l'occasion d'un sursaut démocratique et social.

www.Roosevelt2012.fr

1 Reuters 20 juin 2007.